



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU TROISIÈME TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS 2013

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois 2013, clos le 30 septembre. Les comptes au 30 septembre n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Pour permettre une meilleure pertinence dans l'analyse du chiffre d'affaires et des résultats, les comparaisons détaillées entre 2013 et 2012 sont données – sauf indication contraire – aux cours de change 2012 (« données comparables »).

Les résultats 2012 auxquels ceux de 2013 sont comparés ont été retraités par rapport aux résultats publiés, en raison de l'application obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2013 de la version révisée de la norme IAS 19 (cf. note 2 des notes annexes au présent rapport).

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU TROISIÈME TRIMESTRE 2013

Avec une parité moyenne de \$ 1,32 / € 1, le dollar s'est inscrit en baisse de 6 % par rapport au troisième trimestre 2012 (\$ 1,25 / € 1). L'évolution des parités de change a eu pour effet mécanique de diminuer le chiffre d'affaires de € 2,3 millions (- 4 %) et le résultat opérationnel de € 1,1 million (- 15 %) dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Avancement du plan de transformation de l'entreprise

Fin 2011, malgré le contexte économique, la société a décidé d'accélérer sa transformation sur une période allant jusqu'à 2015, privilégiant sa stratégie de long terme plutôt que sa rentabilité à court terme.

Ce plan d'envergure, qui représente des investissements d'avenir de € 50 millions cumulés sur la période 2012-2015 (cf. rapport financier du 12 février 2013 et rapport annuel 2012 de la société), comporte trois volets :

- un plan de recrutement important consacré au renforcement des équipes commerciales et marketing : elles passeront de 220 personnes fin 2011 à 330 et de 16 % à 22 % de l'effectif total (avec un doublement du nombre de commerciaux) ;
- une augmentation de 40 ingénieurs logiciels à Bordeaux-Cestas, portant l'effectif de R&D à 260 ingénieurs ;
- une accélération des investissements marketing.

Sa mise en œuvre s'est poursuivie au troisième trimestre. Depuis le 1^{er} janvier 2013, plus de 110 recrutements ont été effectués, portant leur total à près de 230 depuis fin 2011. L'effort sur le

renforcement des équipes commerciales et marketing a porté prioritairement sur l'Amérique du Nord, la Chine et la région Allemagne et Europe de l'Est.

Parallèlement, dans le cadre du plan de transformation, 170 personnes ont quitté le Groupe.

Ces investissements d'avenir sont entièrement passés en charges, alors que leur bénéfice ne se fera sentir que progressivement.

Progression des commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO

Toujours ralenties par une conjoncture dégradée, les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO se sont élevées à € 19,4 millions, en augmentation de € 0,8 million (+ 4 %) par rapport au troisième trimestre 2012. Les nouvelles licences de logiciels reculent de 15 %, les équipements de CFAO progressent de 12 %.

Ces commandes s'étaient élevées à € 18,7 millions au deuxième trimestre 2013, et à € 16,2 millions au premier trimestre.

Croissance du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes et des revenus récurrents

Le chiffre d'affaires s'élève à € 50,8 millions, en croissance de 11 % par rapport au troisième trimestre 2012 (+ 6 % à données réelles).

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 21,2 millions) progresse de € 2,9 millions (+ 15 %).

Les revenus récurrents (€ 29,6 millions) augmentent de € 2,3 millions, une hausse de 8 % identique à celle du premier semestre 2013. Le chiffre d'affaires des contrats récurrents progresse de 6 %, celui des pièces détachées et consommables de 12 %. Cette confirmation de l'accélération de la croissance des revenus récurrents – sur l'exercice 2012, elle avait été de 3 % – constitue une performance remarquable qu'il convient de souligner.

Croissance du résultat opérationnel et de la marge opérationnelle, malgré le poids des investissements d'avenir

Le résultat opérationnel atteint € 6,1 millions. A données comparables, il augmente de € 1,7 million (+ 32 %) par rapport au troisième trimestre 2012 ; la marge opérationnelle courante (11,9 %) progresse de 2,2 points.

Il convient de rappeler que, chaque année, le résultat opérationnel du troisième trimestre bénéficie de la réduction naturelle des frais généraux pendant les mois de congés d'été.

Le bénéfice net s'établit à € 4,2 millions, en augmentation de € 0,5 million (+ 12 %) à données réelles par rapport au troisième trimestre 2012.

Le cash-flow libre s'élève à € 1,9 million (il était négatif de € 2,3 millions au troisième trimestre 2012).

2. COMPTES CONSOLIDÉS DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2013

Avec une parité moyenne de \$ 1,32 / € 1, le dollar s'est inscrit en baisse de 3 % par rapport aux neuf premiers mois de 2012 (\$ 1,28 / € 1). D'autres devises ont enregistré des variations plus importantes, essentiellement en baisse, face à l'euro. Globalement, l'évolution des parités de change a eu pour effet mécanique de diminuer de € 4,2 millions (– 3 %) le chiffre d'affaires et de € 1,8 million (– 12 %) le résultat opérationnel courant dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Le plan de marche correspondant au scénario le plus prudent communiqué par la société le 12 février 2013 anticipait, pour les neuf premiers mois, un chiffre d'affaires de € 149,9 millions et un résultat opérationnel courant de € 10,9 millions. A données réelles, le chiffre d'affaires est en ligne avec ce scénario. Le résultat opérationnel courant, quant à lui, est en avance de € 2,3 millions. Le retard des

commandes et du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes a été compensé par la progression plus forte des revenus récurrents, le décalage sur le second semestre de certains frais fixes liés au plan de transformation et des cours de change plus favorables que ceux retenus.

Commandes

Au total, les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO s'élèvent à € 54,3 millions, en diminution de € 0,3 million (- 1 %) par rapport aux neuf premiers mois de 2012 : - 8 % pour les nouvelles licences de logiciels, + 2 % pour les équipements de CFAO.

Géographiquement, la situation reste contrastée : si les commandes progressent de 14 % dans les Amériques et de 2 % en Asie-Pacifique, elles baissent de 20 % en Europe. Ces trois régions ont représenté respectivement 34 %, 26 % et 30 % des commandes du Groupe. Dans les pays du reste du monde (10 % du total), elles augmentent de 35 %.

Les commandes des pays émergents (56 % du total) sont en hausse de 5 %, celles des pays développés (44 % du total) en recul de 7 %. La part des pays émergents continue ainsi d'augmenter (54 % sur l'ensemble de l'année 2012).

L'automobile poursuit sa nouvelle dynamique, avec des commandes en hausse de 13 %. Les commandes sont en recul de 3 % dans la mode, de 16 % dans l'ameublement et de 37 % dans les autres industries. Ces marchés ont représenté respectivement 43 %, 46 %, 6 % et 5 % du montant total des commandes. Pour les neuf premiers mois de 2012, ils avaient représenté respectivement 38 %, 47 %, 7 % et 8 %.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'établit à € 150,0 millions, en croissance de 5 % à données comparables (+ 2 % à données réelles) par rapport aux neuf premiers mois de 2012.

Il progresse de 18 % dans les Amériques et de 5 % en Asie-Pacifique, mais diminue de 5 % en Europe. Ces trois régions ont représenté respectivement 28 %, 21 % et 44 % (dont 8 % pour la France) du chiffre d'affaires du Groupe. Le chiffre d'affaires des pays du reste du monde (7 % du total) augmente de 26 %.

En 2012, ces régions avaient représenté respectivement 25 %, 21 %, 48 % (dont 10 % pour la France) et 6 % du chiffre d'affaires.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 15,1 millions) recule de € 1,7 million (- 10 %). Il représente 10 % du chiffre d'affaires total (12 % en 2012).

Les équipements de CFAO (€ 39,3 millions) progressent de € 1,0 million (+ 3 %) et représentent 26 % du chiffre d'affaires total (27 % en 2012).

Le chiffre d'affaires de la formation et du conseil (€ 6,2 millions) augmente de € 0,7 million (+ 12 %).

Au total, le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 61,9 millions) est stable et représente 41 % du chiffre d'affaires du Groupe (43 % en 2012). Il progresse de 15 % dans l'automobile et de 3 % dans l'ameublement, mais baisse de 8 % dans la mode et de 19 % dans les autres industries.

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, pièces détachées et consommables

Les revenus récurrents (€ 88,1 millions) augmentent de € 6,9 millions (+ 8 %). Ils représentent 59 % du chiffre d'affaires total (57 % en 2012).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents - qui contribue à 34 % du chiffre d'affaires du Groupe - s'élève à € 51,6 millions. Sa progression de 6 % confirme ainsi la croissance de 5 % enregistrée sur l'exercice 2012, après les diminutions des années 2010 et 2011. Il se décompose ainsi :

- les contrats d'évolution des logiciels (€ 24,9 millions), en hausse de 8 % par rapport à 2012, représentent 17 % du chiffre d'affaires total ;
- les contrats de maintenance des équipements de CFAO et d'abonnement aux cinq *Call Centers* internationaux du Groupe (€ 26,7 millions), en croissance de 4 %, contribuent à hauteur de 18 % du chiffre d'affaires total.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des pièces détachées et consommables (€ 36,5 millions) affiche une croissance de 12 % et représente 24 % du chiffre d'affaires global.

Carnet de commandes

Au 30 septembre, le carnet de commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO (€ 12,8 millions) augmente de € 0,7 million par rapport au 31 décembre 2012 et de € 1,8 million par rapport au 30 septembre 2012.

Il comprend € 12,0 millions livrables au quatrième trimestre.

Marge brute

Le taux de marge brute global s'établit à 72,3 %. A données comparables, il diminue de 0,3 point par rapport aux neuf premiers mois de 2012, reflétant l'évolution du mix des ventes, avec un poids moindre des logiciels dans le chiffre d'affaires total. Pour chaque ligne de produit, le taux de marge brute demeure stable.

Il convient de rappeler que les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ne sont pas intégrées dans le coût des ventes mais figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 95,3 millions, en augmentation de € 3,7 millions (+ 4 %) par rapport aux neuf premiers mois de 2012. Ils se décomposent ainsi :

- € 86,3 millions de frais fixes, en hausse de € 3,8 millions (+ 5 %) ;
- € 9,0 millions de frais variables, en diminution de € 0,1 million (- 1 %).

A données réelles, la hausse des frais généraux fixes est de € 2,1 millions.

Les dépenses de recherche et développement sont entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes. Avant déduction du crédit d'impôt recherche et de la part du nouveau crédit d'impôt compétitivité et emploi relative au personnel de R&D applicables en France, elles s'élèvent à € 14,0 millions et représentent 9,4 % du chiffre d'affaires (€ 12,9 millions et 8,7 % en 2012). Après déduction, les frais nets de R&D s'établissent à € 9,3 millions (€ 8,5 millions en 2012).

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel courant atteint € 13,2 millions.

A données comparables, il progresse de € 0,8 million (+ 6 %) par rapport au résultat opérationnel des neuf premiers mois de 2012 (il n'y a pas eu d'éléments à caractère non récurrent en 2012).

A données réelles, il est en recul de € 1,0 million (- 7 %). Cette diminution résulte pour € 0,2 million de la baisse du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes, pour € 0,2 million de l'augmentation naturelle des frais généraux fixes et pour € 3,6 millions de l'augmentation des frais généraux fixes relative au plan de transformation de l'entreprise ; enfin, la variation des cours de change a eu un effet négatif de € 1,8 million. Ces quatre effets défavorables sont en partie compensés par l'impact positif de € 4,9 millions résultant de la croissance des revenus récurrents.

La marge opérationnelle courante s'établit à 8,8 %, en progression de 0,1 point à données comparables.

A données réelles, elle diminue de 0,9 point par rapport aux neuf premiers mois de 2012 (9,7 %). Les dépenses correspondant aux investissements d'avenir liés au plan de transformation de l'entreprise ont ainsi contribué à hauteur de 2,2 points à la baisse de la marge opérationnelle des neuf premiers mois de 2013 par rapport aux neuf premiers mois de 2012, et de 4,3 points par rapport à la même période de 2011, avant la mise en place du plan.

Après intégration du produit à caractère non récurrent de € 11,1 millions résultant de l'encaissement du même montant mettant un terme final au litige contre Induyco (cf. note 4 de l'annexe au présent rapport), le résultat opérationnel atteint € 24,3 millions.

Compte tenu du remboursement du solde de l'emprunt à moyen terme le 31 mars 2013, les produits et charges financiers représentent une charge nette réduite à € 0,3 million (€ 0,7 million en 2012).

Le résultat de change est négatif de € 0,6 million.

Compte tenu d'une charge d'impôt de € 4,6 millions, le bénéfice net atteint € 18,8 millions. Avant éléments à caractère non récurrent, il s'élève à € 8,8 millions (€ 9,7 millions en 2012).

Le bénéfice net par action sur capital de base est de € 0,65 et celui sur capital dilué de € 0,64 (€ 0,34 sur capital de base et € 0,33 sur capital dilué pour les neuf premiers mois de 2012).

Cash-flow libre

Le cash-flow libre atteint € 16,0 millions, après intégration de l'encaissement à caractère non récurrent de € 11,1 millions (il n'y a pas eu d'éléments à caractère non récurrent en 2012).

Hors éléments non récurrents, le cash-flow libre s'établit à € 4,9 millions (€ 5,7 millions pour les neuf premiers mois de 2012). Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 14,2 millions, d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 5,6 millions et d'investissements de € 3,7 millions (cf. note 8 des notes annexes au présent rapport).

Le crédit d'impôt recherche (€ 4,8 millions) et le crédit d'impôt compétitivité et emploi (€ 0,4 million) des neuf premiers mois de 2013 ont été comptabilisés mais non encaissés. S'ils avaient été encaissés, l'augmentation du besoin en fonds de roulement aurait été limitée à € 0,4 million, et le cash-flow libre hors éléments à caractère non récurrent se serait élevé à € 10,1 millions, supérieur de € 1,3 million au résultat net avant éléments à caractère non récurrent.

Structure financière

Au 30 septembre 2013, les capitaux propres s'élèvent à € 78,6 millions (€ 65,0 millions au 31 décembre 2012), après paiement le 10 mai 2013, du dividende de € 6,4 millions (€ 0,22 par action) au titre de l'exercice 2012.

Leur montant tient compte de la déduction des actions de la société qu'elle détient dans le cadre du contrat de liquidité (€ 0,2 million), valorisées à leur prix d'acquisition (€ 0,4 million au 31 décembre 2012).

La trésorerie disponible atteint € 25,8 millions (€ 21,0 millions au 31 décembre 2012).

Les dettes financières ont été ramenées à € 0,9 million (€ 6,7 millions au 31 décembre 2012), correspondant à des avances publiques, sans intérêt, destinées à aider le financement de programmes de recherche et développement.

A son initiative, la société a en effet remboursé par anticipation, le 31 mars 2013, le solde de € 5,4 millions de l'emprunt à moyen terme de € 48,0 millions mis en place pour financer l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007.

Depuis le début de l'année, la trésorerie nette augmente de € 10,6 millions, pour atteindre € 24,9 millions (€ 14,2 millions au 31 décembre 2012).

Le besoin en fonds de roulement s'établit à € 6,8 millions. Il comprend une créance de € 20,3 millions sur le Trésor public français, au titre du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés depuis l'exercice 2010, non encaissés et non imputés sur l'impôt. Retraité de cette créance, il est négatif de € 13,5 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

Il est rappelé que ces crédits d'impôt, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français. Si celle-ci n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, elle est remboursée à la société au cours de la quatrième année (*cf.* note 9 des notes annexes au présent rapport).

3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Evolution du capital

Au 30 septembre 2013, le capital social est de € 29 220 822 divisé en 29 220 822 actions d'une valeur nominale de € 1,00.

Depuis le 1^{er} janvier 2013, il a été augmenté de 272 507 actions du fait de la levée d'options de souscription d'actions (soit € 0,3 million en valeur nominale assorti d'une prime d'émission de € 0,6 million).

Aucun franchissement de seuil n'a été notifié à la société au cours du troisième trimestre.

A la date du présent rapport, le capital, à la connaissance de la société, est réparti comme suit :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 38,0 % du capital et 37,6 % des droits de vote,
- Delta Lloyd Asset Management N.V. (Pays-Bas) détient plus de 10 % (et moins de 15 %) du capital et des droits de vote pour le compte de fonds dont elle assure la gestion,
- Schroder Investment Management Ltd (Royaume-Uni) détient plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote pour le compte de fonds dont elle assure la gestion.

Actions de la société détenues en propre

Au 30 septembre 2013, la société détenait 0,1 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Evolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 30 septembre 2013, le cours était de € 6,01, en hausse de 27 % par rapport au 31 décembre 2012 (€ 4,73). Le cours a affiché un plus bas de € 4,59 le 29 avril et un plus haut de € 6,17 le 12 août. Sur la même période, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont progressé respectivement de 14 % et de 18 %.

Selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions échangées (5,4 millions) a doublé et les capitaux échangés (€ 28,3 millions) ont augmenté de 130 % par rapport à la même période de 2012.

4. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 30 SEPTEMBRE

Aucun événement important n'est à signaler.

5. CALENDRIER FINANCIER

Les résultats financiers du quatrième trimestre et de l'exercice 2013 seront publiés le 11 février 2014, après la clôture de NYSE Euronext.

6. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

La société a longuement développé, dans son rapport financier du 12 février 2013 et son rapport annuel 2012, l'évolution prévisible de son activité et ses perspectives d'avenir.

Elle a en particulier décrit sa nouvelle feuille de route stratégique pour 2013-2015 définie pour lui permettre de réaliser pleinement son potentiel de croissance ; ses objectifs financiers clairs et ambitieux sur la période ; son plan de transformation et d'investissements d'avenir de € 50 millions cumulés sur la période 2012-2015 ; la poursuite de sa politique de rémunération des actionnaires tout en assurant l'autofinancement de son développement futur ; enfin, ses perspectives 2013.

La société avait indiqué, le 12 février 2013, qu'elle se préparait à une économie aussi dégradée qu'en 2012, l'année s'annonçant aussi imprévisible que difficile. Depuis, de nombreux pays développés ou émergents ont connu un ralentissement, entraînant pour certains une nouvelle révision à la baisse de leurs perspectives de croissance pour 2013 et 2014. L'augmentation des inquiétudes des entreprises a, de ce fait, fortement pesé sur leurs décisions d'investissement.

Dans son scénario le plus prudent, la société avait indiqué qu'elle anticipait pour 2013 un chiffre d'affaires de l'ordre de € 203 millions (+ 6 % à données comparables par rapport à 2012), un résultat opérationnel courant d'environ € 15 millions (- 10 %), ramenant la marge opérationnelle courante à 7,5 %, et un résultat net de l'ordre de € 10 millions (- 25 % à données réelles).

Elle avait également souligné son objectif de dépasser ces chiffres. Chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes supplémentaire se traduirait par une augmentation du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Dans le contexte économique actuel, la visibilité continue d'être limitée et l'exigence de prudence maintenue sur le niveau des commandes et du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes du quatrième trimestre. Parallèlement, l'augmentation des frais généraux résultant de l'accélération du plan de transformation et l'évolution défavorable de la parité euro/dollar auront un impact sur le résultat opérationnel courant du quatrième trimestre. Compte tenu de son avance au 30 septembre sur le plan de marche de ce scénario, le résultat opérationnel courant devrait cependant dépasser les € 15 millions anticipés.

Confiance dans les perspectives de croissance à moyen terme

La société a abordé 2013 avec des fondamentaux opérationnels très solides, et une structure financière à nouveau renforcée par le résultat net des neuf premiers mois, l'encaissement du solde du litige contre Induyco et le remboursement de ses dettes financières.

Confortée par ses résultats depuis 2010, la solidité de son modèle économique et la pertinence de sa nouvelle feuille de route stratégique 2013-2015, la société est confiante sur ses perspectives de croissance à moyen terme et sur la réalisation des objectifs qu'elle s'est fixés pour 2015 : une croissance moyenne annuelle composée du chiffre d'affaires égale ou supérieure à 10 %, un taux de marge opérationnelle courante de 15 %, un résultat opérationnel courant et un résultat net multipliés par plus de 2 en trois ans.

La société présentera le 11 février 2014 ses perspectives pour l'exercice 2014 ainsi qu'un premier rapport d'étape de sa feuille de route.

Le Conseil d'Administration

Le 29 octobre 2013

Attestation de la société relative au rapport du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2013

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois écoulés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2013 ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les neuf premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les trois mois restants de l'exercice".

Paris, le 29 octobre 2013

Daniel Harari
Directeur Général

Jérôme Viala
Directeur Financier

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

(en milliers d'euros)	30 septembre 2013	31 décembre 2012 ⁽¹⁾	30 septembre 2012 ⁽¹⁾
Ecart d'acquisition	30 867	31 132	31 374
Autres immobilisations incorporelles	4 109	4 273	4 581
Immobilisations corporelles	13 122	12 959	12 943
Actifs financiers non courants	2 415	1 871	2 057
Impôts différés	7 255	8 791	8 916
Total actif non courant	57 768	59 026	59 871
Stocks	21 909	22 756	23 669
Clients et comptes rattachés	34 448	45 149	32 071
Autres actifs courants	28 109	22 108	22 424
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 758	20 966	25 811
Total actif courant	110 224	110 979	103 975
Total actif	167 992	170 005	163 846

PASSIF

(en milliers d'euros)	30 septembre 2013	31 décembre 2012 ⁽¹⁾	30 septembre 2012 ⁽¹⁾
Capital social	29 221	28 948	28 944
Primes d'émission et de fusion	3 155	2 600	2 591
Actions détenues en propre	(214)	(380)	(431)
Ecart de conversion	(8 840)	(8 840)	(8 654)
Réserves et résultats consolidés	55 293	42 676	39 779
Capitaux propres	78 615	65 004	62 229
Engagements de retraite	7 020	6 872	5 962
Emprunts et dettes financières à long terme	392	892	6 642
Total passif non courant	7 412	7 764	12 604
Fournisseurs et autres passifs courants	43 209	44 265	42 826
Produits constatés d'avance	32 410	41 911	30 756
Dettes d'impôt exigible	2 038	1 545	1 323
Emprunts et dettes financières à court terme	500	5 834	10 633
Provisions	3 808	3 682	3 475
Total passif courant	81 965	97 237	89 013
Total passif et capitaux propres	167 992	170 005	163 846

(1) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans l'état de la situation financière consolidée au 30 septembre 2012 et au 31 décembre 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2013 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2013 (neuf mois)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2012 (trois mois) ⁽¹⁾	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2012 (neuf mois) ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	50 764	149 997	47 852	147 329
Coût des ventes	(13 667)	(41 488)	(12 370)	(39 610)
Marge brute	37 097	108 509	35 482	107 719
Frais de recherche et développement	(2 708)	(9 256)	(2 494)	(8 521)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(28 333)	(86 028)	(27 614)	(84 979)
Résultat opérationnel courant	6 056	13 225	5 374	14 219
Produits à caractère non récurrent	0	11 124	0	0
Résultat opérationnel	6 056	24 349	5 374	14 219
Produits financiers	41	104	97	259
Charges financières	(90)	(404)	(198)	(973)
Résultat de change	(132)	(610)	(180)	(175)
Résultat avant impôts	5 875	23 439	5 093	13 330
Impôts sur le résultat	(1 629)	(4 590)	(1 305)	(3 599)
Résultat net	4 246	18 849	3 788	9 731

(en euros)

Résultat par action

Résultat :

- de base	0,15	0,65	0,13	0,34
- dilué	0,14	0,64	0,13	0,33

Nombre d'actions utilisé pour les calculs :

- résultat de base	29 129 997	29 020 971	28 832 788	28 790 966
- résultat dilué	29 623 765	29 521 092	29 292 440	29 253 967

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2013 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2013 (neuf mois)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2012 (trois mois) ⁽¹⁾	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2012 (neuf mois) ⁽¹⁾
Résultat net	4 246	18 849	3 788	9 731
Ecart de conversion	90	0	75	160
Effet d'impôts	0	0	0	0
Autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	90	0	75	160
Pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite à prestations définies	(4)	(21)	(2)	(921)
Part efficace de la variation de juste valeur des swaps de taux d'intérêt	0	0	48	267
Effet d'impôts	4	4	(16)	142
Autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	0	(17)	30	(512)
Résultat global	4 336	18 832	3 893	9 379

(1) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 30 septembre 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre (en milliers d'euros)	2013	2012 ⁽¹⁾
I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPERATIONNELLE		
Résultat net	18 849	9 731
Amortissements et provisions d'exploitation	5 012	5 889
Éléments non monétaires du résultat	199	(152)
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	(32)	(43)
Variation des impôts différés	1 284	760
Capacité d'autofinancement d'exploitation ⁽²⁾	25 312	16 185
Variation des stocks et en-cours	(53)	(2 980)
Variation des créances clients et comptes rattachés	789	5 669
Variation des autres actifs et passifs courants	(6 322)	(9 011)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(5 586)	(6 322)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	19 726	9 863
II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(1 166)	(1 115)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(2 013)	(3 158)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	63	126
Acquisitions d'immobilisations financières	(1 377)	(631)
Cessions d'immobilisations financières	794	608
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(3 699)	(4 170)
III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	828	143
Versement de dividendes	(6 377)	(6 330)
Achats par la société de ses propres actions	(789)	(346)
Ventes par la société de ses propres actions	1 049	528
Remboursement des dettes long terme et court terme	(5 834)	(374)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(11 123)	(6 379)
Variation de la trésorerie	4 904	(686)
Trésorerie à l'ouverture	20 966	26 320
Variation de la trésorerie	4 904	(686)
Incidence de la consolidation de Lectra Maroc	0	137
Incidence des variations de cours de change	(112)	40
Trésorerie à la clôture	25 758	25 811
Cash-flow libre hors éléments non récurrents	4 903	5 693
Éléments non récurrents du cash-flow libre	11 124	0
Cash-flow libre	16 027	5 693
Impôts payés (remboursés), nets	2 404	2 957
Intérêts payés	15	519

(1) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans le tableau des flux de trésorerie consolidés au 30 septembre 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

(2) Au 30 septembre 2013, la capacité d'autofinancement d'exploitation comprend € 11 124 milliers d'éléments non récurrents (cf. note 8).

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale						
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2012	28 903 610	0,97	28 037	2 487	(722)	(8 816)	37 700	58 686
Résultat net ⁽¹⁾							9 731	9 731
Autres éléments du résultat global						162	(512)	(350)
Resultat global						162	9 219	9 381
Augmentation de la valeur nominale des actions		0,03	868				(868)	0
Exercice d'options de souscription d'actions	40 752	0,99	40	103				143
Valorisation des options de souscription d'actions							131	131
Vente (achat) par la société de ses propres actions					291			291
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							(73)	(73)
Dividendes							(6 330)	(6 330)
Capitaux propres au 30 septembre 2012	28 944 362	1,00	28 944	2 591	(431)	(8 654)	39 779	62 229
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2012	28 903 610	0,97	28 037	2 487	(722)	(8 816)	37 700	58 686
Résultat net ⁽¹⁾							13 325	13 325
Autres éléments du résultat global						(24)	(1 305)	(1 329)
Resultat global						(24)	12 020	11 996
Augmentation de la valeur nominale des actions		0,03	868				(868)	0
Exercice d'options de souscription d'actions	44 705	0,99	44	112				156
Valorisation des options de souscription d'actions							225	225
Vente (achat) par la société de ses propres actions					342			342
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							(71)	(71)
Dividendes							(6 330)	(6 330)
Capitaux propres au 31 décembre 2012	28 948 315	1,00	28 948	2 600	(380)	(8 840)	42 676	65 004
Résultat net							18 849	18 849
Autres éléments du résultat global						0	(17)	(17)
Resultat global						0	18 832	18 832
Exercice d'options de souscription d'actions	272 507	1,00	273	556				828
Valorisation des options de souscription d'actions							98	98
Vente (achat) par la société de ses propres actions					166			166
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							62	62
Dividendes							(6 377)	(6 377)
Capitaux propres au 30 septembre 2013	29 220 822	1,00	29 221	3 155	(214)	(8 840)	55 293	78 615

(1) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans le tableau des variations des capitaux propres consolidés au 30 septembre 2012 et au 31 décembre 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU TROISIÈME TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2013

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée sur NYSE Euronext (compartiment C) depuis 1987, est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir, textiles techniques et matériaux composites. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux : principalement la mode (habillement, accessoires, chaussure), l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement ainsi qu'une grande variété d'autres industries (aéronautique, industrie nautique, éolien...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations de long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et de pièces détachées.

Les équipements et logiciels – à l'exception de quelques produits pour lesquels des partenariats stratégiques ont été conclus – sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel de Bordeaux-Cestas (France), où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de plus de 1 400 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne ses clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 31 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2012, réalisé en direct 91 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France), pour l'Europe et les visiteurs internationaux, et ses deux *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis) pour les Amériques, et Shanghai (Chine) pour l'Asie-Pacifique. Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec près de 790 collaborateurs dédiés au marketing, aux ventes et aux services dans le monde. Près de 240 ingénieurs sont dédiés à la R&D et 160 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

Modèle économique

Le modèle économique du Groupe repose sur la double composante du chiffre d'affaires :

- les revenus des nouveaux systèmes (ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de services associés et d'interventions ponctuelles de maintenance et de support), moteur de la croissance de la société ;
- les revenus récurrents, composés, d'une part, des revenus des contrats récurrents (contrats d'évolution des logiciels, de maintenance des équipements de CFAO et de support en ligne), d'autre part, des ventes de pièces détachées et consommables, qui correspondent à des revenus statistiquement récurrents sur la base installée, facteur essentiel de stabilité de l'entreprise et amortisseur en période de conjoncture économique difficile ;

et sur la génération d'un cash-flow libre supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi annuels applicables en France.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les comptes consolidés condensés au 30 septembre 2013 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, disponibles sur www.lectra.com.

Ces comptes sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels 2012, à l'exception des deux normes présentées ci-dessous. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 29 octobre 2013. Les comptes au 30 septembre n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Le Groupe a appliqué l'amendement d'IAS 1 – Présentation des autres éléments du résultat global, obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, ce qui a conduit le Groupe à modifier l'état du résultat global consolidé.

Il a également appliqué la version révisée d'IAS 19 – Avantages du personnel, obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Le seul impact de l'application de cet amendement concerne le mode de comptabilisation des coûts des services passés. Ces derniers étaient amortis sur la durée prévisionnelle de l'engagement alors qu'ils sont désormais comptabilisés intégralement dans le compte de résultat à partir du 1^{er} janvier 2013. L'application rétrospective de cet amendement a conduit le Groupe à retraiter les périodes antérieures publiées, et à faire apparaître des capitaux propres consolidés retraités diminués de € 479 milliers (€ 319 milliers après effet d'impôts) au 30 septembre 2012 et au 31 décembre 2012.

Pour mémoire, le Groupe avait opté dès 2012 pour la comptabilisation de l'intégralité de ses pertes et gains actuariels dans l'état du résultat global consolidé. Ce changement de méthode comptable avait été motivé par la perspective de l'application en 2013 de la norme révisée IAS 19, rendant obligatoire cette option de comptabilisation des pertes et gains actuariels en fonds propres.

Le compte de résultat consolidé retraité est présenté dans le tableau suivant :

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

2012	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre publié	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre retraité	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre publié	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre retraité
Chiffre d'affaires	147 329	147 329	198 436	198 436
Coût des ventes	(39 610)	(39 610)	(53 475)	(53 475)
Marge brute	107 719	107 719	144 961	144 961
Frais de recherche et développement	(8 521)	(8 521)	(11 536)	(11 536)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(84 500)	(84 979)	(113 611)	(114 090)
Résultat opérationnel	14 698	14 219	19 814	19 335
Résultat avant impôts	13 809	13 330	18 509	18 030
Impôts sur le résultat	(3 759)	(3 599)	(4 865)	(4 705)
Résultat net	10 050	9 731	13 644	13 325

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes, d'amendements et d'interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne les ventes de nouvelles licences et d'équipements de CFAO. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2013 traduits à cours de change 2012, comparés aux données réelles 2012 retraitées.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels ou pour les logiciels, lorsque la société vend également l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles.

Pour les logiciels, lorsque la société ne vend pas l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents, facturé par avance, est pris en compte mensuellement tout au long de la période des contrats.

Le revenu lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche et la part du crédit d'impôt compétitivité et emploi relative au personnel de R&D applicables en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33 révisée. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de l'exercice. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital potentiel.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 7 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif,

« principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales : il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, finances, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant les produits et charges à caractère non récurrent et les éventuelles pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation intersecteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son résultat opérationnel dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 30 septembre 2013, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre Lectra SA, 27 sociétés consolidées par intégration globale.

Il n'y a pas eu de variation de périmètre au cours des neuf premiers mois de 2013.

Une filiale de Lectra SA, Lectra Maroc SARL, jusqu'alors non comprise dans le périmètre de consolidation du Groupe, avait été consolidée en 2012 par intégration globale. Les impacts de cette première consolidation sur les comptes du Groupe pour l'exercice 2012 n'ont pas été significatifs.

Quatre filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 30 septembre 2013, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 0,6 million, la valeur totale des actifs de leur état de situation financière à € 1,5 million et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par la société mère Lectra SA.

Les transactions avec ces parties liées correspondent principalement aux achats effectués auprès de la société mère pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à la société mère pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 30 septembre 2013.

4. FIN DU LITIGE CONTRE INDUYCO : ENCAISSEMENT DE € 11,1 MILLIONS

La société a reçu le 7 mars 2013 le paiement du solde de € 11,1 millions restant dû par Induyco, suite à la décision rendue le 28 janvier 2013 par la Cour d'Appel de Madrid.

Par cette décision, la Cour d'Appel avait rejeté l'opposition d'Induyco à la demande d'*exequatur* de Lectra, confirmant ainsi le jugement du Tribunal de Première Instance de Madrid du 27 juin 2011 qui avait ordonné l'*exequatur* en Espagne de la sentence arbitrale rendue à Londres en octobre 2009 par un tribunal arbitral international.

Ce paiement a mis un terme final à huit années de procédure depuis la demande d'arbitrage initiée par Lectra en 2005. Il marque le succès de la très grande détermination de la société à faire valoir ses droits depuis le début de ce litige et à encaisser la totalité des dommages et intérêts que le tribunal arbitral lui avait alloués (cf. note 23 de l'Annexe aux comptes consolidés 2012, à laquelle il convient de se référer).

L'intégralité des honoraires engagés ayant déjà été payée, l'encaissement des € 11,1 millions s'est traduit par un produit à caractère non récurrent de même montant dans les comptes consolidés des neufs premiers mois de 2013, une charge nette d'impôt de € 1,1 million, compte tenu de la situation fiscale de Lectra Espagne, qui ne donne lieu à aucun décaissement, et par un produit net de € 10,0 millions. Le cash-flow libre et la trésorerie ont de ce fait été augmentés de € 11,1 millions.

5. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION A DONNÉES COMPARABLES

5.1 Troisième trimestre 2013

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre				
	2013		2012 ⁽¹⁾	Variation 2013/2012	
	Réel	A cours de change 2012	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	50 764	53 056	47 852	+6%	+11%
Coût des ventes	(13 667)	(13 920)	(12 370)	+10%	+13%
Marge brute	37 097	39 136	35 482	+5%	+10%
(en % du chiffre d'affaires)	73,1%	73,8%	74,1%	-1,0 point	-0,3 point
Frais de recherche et de développement	(2 708)	(2 708)	(2 494)	+9%	+9%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(28 333)	(29 318)	(27 614)	+3%	+6%
Résultat opérationnel courant	6 056	7 110	5 374	+13%	+32%
(en % du chiffre d'affaires)	11,9%	13,4%	11,2%	+0,7 point	+2,2 points
Produits à caractère non récurrent	0	0	0	na	na
Résultat opérationnel	6 056	7 110	5 374	+13%	+32%
(en % du chiffre d'affaires)	11,9%	13,4%	11,2%		
Résultat avant impôts	5 875	6 929	5 093	+15%	+36%
Impôt sur le résultat	(1 629)	na	(1 305)	+25%	na
Résultat	4 246	na	3 788	+12%	na

(1) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat au 30 septembre 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

5.2 Neuf premiers mois de 2013

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre				
	2013		2012 ⁽¹⁾	Variation 2013/2012	
	Réel	A cours de change 2012	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	149 997	154 166	147 329	+2%	+5%
Coût des ventes	(41 488)	(41 949)	(39 610)	+5%	+6%
Marge brute	108 509	112 217	107 719	+1%	+4%
(en % du chiffre d'affaires)	72,3%	72,8%	73,1%	-0,8 point	-0,3 point
Frais de recherche et de développement	(9 256)	(9 256)	(8 521)	+9%	+9%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(86 028)	(87 904)	(84 979)	+1%	+3%
Résultat opérationnel courant	13 225	15 058	14 219	-7%	+6%
(en % du chiffre d'affaires)	8,8%	9,8%	9,7%	-0,9 point	+0,1 point
Produits à caractère non récurrent	11 124	11 124	0	na	na
Résultat opérationnel	24 349	26 182	14 219	+71%	+84%
(en % du chiffre d'affaires)	16,2%	17,0%	9,7%		
Résultat avant impôts	23 439	25 271	13 330	+76%	+90%
Impôt sur le résultat	(4 590)	na	(3 599)	+28%	na
Résultat	18 849	na	9 731	+94%	na

(1) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat au 30 septembre 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

6. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION A DONNÉES COMPARABLES

6.1 Troisième trimestre 2013

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1er juillet au 30 septembre							
	2013			2012			Variation 2013/2012	
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Europe, dont :	21 663	43%	21 828	22 947	48%	-6%	-5%	
- France	4 016	8%	4 016	4 150	9%	-3%	-3%	
Amériques	12 565	25%	13 458	12 017	25%	+5%	+12%	
Asie - Pacifique	13 114	26%	14 173	10 496	22%	+25%	+35%	
Autres pays	3 422	7%	3 596	2 392	5%	+43%	+50%	
Total	50 764	100%	53 056	47 852	100%	+6%	+11%	

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1er juillet au 30 septembre							
	2013			2012			Variation 2013/2012	
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Logiciels, dont :	13 591	27%	14 141	13 123	27%	+4%	+8%	
- nouvelles licences	5 130	10%	5 360	5 043	11%	+2%	+6%	
- contrats d'évolution logiciels	8 462	17%	8 781	8 079	17%	+5%	+9%	
Équipements de CFAO	13 364	26%	13 970	11 974	25%	+12%	+17%	
Contrats de maintenance hardware et de services en ligne	8 949	18%	9 352	9 072	19%	-1%	+3%	
Consommables et pièces détachées	12 192	24%	12 778	11 416	24%	+7%	+12%	
Formation, conseil	2 137	4%	2 252	1 836	4%	+16%	+23%	
Divers	530	1%	564	431	1%	+23%	+31%	
Total	50 764	100%	53 056	47 852	100%	+6%	+11%	

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1er juillet au 30 septembre							
	2013			2012 ⁽³⁾			Variation 2013/2012	
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	21 161	42%	22 145	19 284	40%	+10%	+15%	
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	29 603	58%	30 911	28 568	60%	+4%	+8%	
- contrats récurrents	17 411	34%	18 133	17 152	36%	+2%	+6%	
- consommables et pièces détachées	12 192	24%	12 778	11 416	24%	+7%	+12%	
Total	50 764	100%	53 056	47 852	100%	+6%	+11%	

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, les services professionnels ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.
- le chiffre d'affaires des consommables et des pièces détachées, statistiquement récurrent.

(3) Le chiffre d'affaires des interventions ponctuelles, qui figurait dans les « Revenus récurrents » en 2012 pour € 416 milliers, figure désormais dans le « Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ». Les montants de 2012 ont été retraités en conséquence pour permettre la comparaison avec les données de 2013.

6.2 Neuf premiers mois de 2013

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1er janvier au 30 septembre						
	2013			2012		Variation 2013/2012	
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	66 430	44%	66 684	70 457	48%	-6%	-5%
- France	12 558	8%	12 558	14 504	10%	-13%	-13%
Amériques	41 372	28%	42 938	36 262	25%	+14%	+18%
Asie - Pacifique	31 149	21%	32 952	31 413	21%	-1%	+5%
Autres pays	11 047	7%	11 592	9 196	6%	+20%	+26%
Total	149 997	100%	154 166	147 329	100%	+2%	+5%

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1er janvier au 30 septembre						
	2013			2012		Variation 2013/2012	
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Logiciels, dont :	40 013	27%	40 997	40 900	28%	-2%	0%
- nouvelles licences	15 069	10%	15 477	17 172	12%	-12%	-10%
- contrats d'évolution logiciels	24 944	17%	25 520	23 728	16%	+5%	+8%
Équipements de CFAO	39 276	26%	40 422	39 412	27%	0%	+3%
Contrats de maintenance hardware et de services en ligne	26 679	18%	27 427	26 444	18%	+1%	+4%
Consommables et pièces détachées	36 519	24%	37 537	33 458	23%	+9%	+12%
Formation, conseil	6 156	4%	6 371	5 698	4%	+8%	+12%
Divers	1 353	1%	1 413	1 416	1%	-4%	0%
Total	149 997	100%	154 166	147 329	100%	+2%	+5%

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1er janvier au 30 septembre						
	2013			2012 ⁽³⁾		Variation 2013/2012	
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	61 854	41%	63 683	63 699	43%	-3%	0%
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	88 142	59%	90 483	83 630	57%	+5%	+8%
- contrats récurrents	51 624	34%	52 947	50 172	34%	+3%	+6%
- consommables et pièces détachées	36 519	24%	37 537	33 458	23%	+9%	+12%
Total	149 997	100%	154 166	147 329	100%	+2%	+5%

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, les services professionnels ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.
- le chiffre d'affaires des consommables et des pièces détachées, statistiquement récurrent.

(3) Le chiffre d'affaires des interventions ponctuelles, qui figurait dans les « Revenus récurrents » en 2012 pour € 1 224 milliers, figure désormais dans le « Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ». Les montants de 2012 ont été retraités en conséquence pour permettre la comparaison avec les données de 2013.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1er janvier au 30 septembre						
	2013			2012 ⁽¹⁾		Variation 2013/2012	
	Réel	%	A cours de change 2012	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Mode (habillement, accessoires, chaussure)	28 423	46%	29 253	31 866	50%	-11%	-8%
Automobile	24 681	40%	25 498	22 100	35%	+12%	+15%
Ameublement	4 770	8%	4 888	4 749	7%	0%	+3%
Autres industries	3 980	6%	4 043	4 984	8%	-20%	-19%
Total	61 854	100%	63 683	63 699	100%	-3%	0%

(1) Le chiffre d'affaires des interventions ponctuelles, qui figurait dans les « Revenus récurrents » en 2012 pour € 1 224 milliers, figure désormais dans le « Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ». Les montants de 2012 ont été retraités en conséquence pour permettre la comparaison avec les données de 2013.

7. INFORMATION PAR SECTEUR OPERATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2013	Europe	Amériques	Asie-		Siège	Total
			Pacifique	Autres pays		
Chiffre d'affaires	66 430	41 372	31 149	11 047	0	149 997
Résultat opérationnel courant	6 449	1 800	(272)	1 450	3 798	13 225
Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2012	Europe	Amériques	Asie-		Siège	Total
Chiffre d'affaires	70 457	36 262	31 413	9 196	0	147 329
Résultat opérationnel courant ^{(1) (2)}	7 831	1 220	(170)	1 317	4 021	14 219

(1) Les taux de marge normatifs utilisés pour déterminer la performance des secteurs opérationnels (hors siège) ont été augmentés à compter du 1^{er} janvier 2013 pour tenir compte de l'amélioration des taux de marge réels au niveau des régions commerciales comme du Groupe. L'affectation de la marge brute entre les régions commerciales et le siège ainsi réalisée permet donc de rendre la performance par secteur opérationnel plus pertinente. Les montants de 2012 ont été retraités en conséquence pour permettre une comparaison avec 2013.

(2) Les impacts de l'application de la norme révisée IAS 19 – Avantages du personnel pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 30 septembre 2012 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

Le résultat opérationnel courant obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel courant tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

8. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2013		Trésorerie nette (+)	
(en millions d'euros)	Trésorerie Brute	Dettes	Endettement net (-)
Cash-flow libre avant éléments non récurrents	4,9	-	4,9
Eléments non récurrents du cash-flow libre	11,1	-	11,1
Augmentation de capital ⁽¹⁾	0,8	-	0,8
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	0,3	-	0,3
Versement de dividendes	(6,4)	-	(6,4)
Variation de l'endettement	(5,8)	5,8	-
Effet de la variation des devises – divers	(0,1)	-	(0,1)
Variation de la période	4,8	5,8	10,6
<hr/>			
Situation au 31 décembre 2012	21,0	(6,7)	14,2
Situation au 30 septembre 2013	25,8	(0,9)	24,9
Variation de la période	4,8	5,8	10,6

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Au travers du seul contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas (cf. note 10)

Le cash-flow libre avant éléments à caractère non récurrent au 30 septembre 2013 s'élève à € 4,9 millions. Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 14,2 millions hors éléments non-récurrents, d'investissements de € 3,7 millions et d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 5,6 millions. Les éléments non récurrents du cash-flow libre correspondent à l'encaissement du solde de € 11,1 millions qui restait dû dans le cadre du litige avec Induyco.

Les principales variations du besoin en fonds de roulement sont les suivantes :

- - € 0,8 million provient d'une diminution des créances clients ;
- + € 0,1 million provient de l'augmentation des stocks ;
- + € 4,6 millions proviennent de l'augmentation de la créance sur le Trésor public français relative au crédit d'impôt recherche et au crédit d'impôt compétitivité et emploi des neuf premiers mois de 2013 (€ 5,2 millions), comptabilisés mais non encaissés, après imputation de l'impôt sur les sociétés à payer par Lectra SA (€ 0,6 million) de la même période ;
- + € 1,7 million provient de la variation des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représentant un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 30 septembre 2013 s'élève à € 6,8 millions. Il comprend une créance de € 20,3 millions sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi non encaissés et non imputés sur l'impôt (cf. note 9 ci-après). Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 13,5 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

9. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE – CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI

Au 30 septembre 2013, la société mère, Lectra SA, détient une créance de € 20,3 millions sur le Trésor public français. Elle est composée :

- du crédit d'impôt recherche comptabilisé au cours des neuf premiers mois de 2013 (€ 4,8 millions), en 2012 (€ 5,7 millions) et en 2011 (€ 6,2 millions), et du solde (€ 3,2 millions) de celui qui avait été comptabilisé en 2010 après imputation de l'impôt sur les sociétés à payer par Lectra SA au titre des neuf premiers mois de 2013 et des exercices précédents ;
- du crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisé pour la première fois au cours des neuf premiers mois de 2013 (€ 0,4 million). Ce crédit d'impôt devrait représenter € 0,5 million sur l'ensemble de l'exercice 2013 et € 0,8 million annuellement à compter de 2014.

Il est rappelé que le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés dans l'année, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor Public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée à la société au cours de la quatrième année.

Compte tenu des estimations de la société sur les montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochaines années, la société n'anticipe pas de décaissement au titre de ce dernier, qui sera intégralement imputé sur la créance correspondante. Elle devrait donc percevoir le remboursement du solde de ces crédits d'impôt non imputés en 2014 (crédit d'impôt 2010), 2015 (crédit d'impôt 2011), 2016 (crédit d'impôt 2012) et 2017 (crédits d'impôt 2013). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui des crédits d'impôt de l'année, la société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance correspondante, puis elle compenserait chaque année l'intégralité de ces crédits d'impôt sur l'impôt à payer de la même période et devrait décaisser le solde.

10. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Au cours des neuf premiers mois de 2013, la société a acheté 146 703 actions et en a vendu 194 138 aux cours moyens respectifs de € 5,38 et de € 5,40 dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Au 30 septembre 2013, elle détenait 36 849 de ses propres actions (soit 0,1 % du capital social) à un prix de revient moyen de € 5,81, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

11. LIQUIDITÉ ET ENDETTEMENT BANCAIRE

11.1 Trésorerie disponible et trésorerie nette

(en milliers d'euros)	30 septembre 2013	31 décembre 2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 758	20 966
Emprunts et dettes financières	(892)	(6 726)
Trésorerie nette	24 866	14 240

La trésorerie nette du Groupe s'est améliorée de € 10,6 millions au cours des neuf premiers mois de 2013, après encaissement du solde des dommages et intérêts du litige avec Induyco pour € 11,1 millions et décaissement d'un dividende de € 6,4 millions.

11.2 Emprunts et dettes financières par nature et par échéance

Au 30 septembre 2013, l'échéancier des emprunts et dettes financières se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	Court terme	Long terme		Total
	A moins de un an	De un à cinq ans	Au delà de cinq ans	
Emprunt bancaire à moyen terme	-	-	-	-
Avances remboursables ne portant pas intérêt ⁽¹⁾	500	392	-	892
Total	500	392	0	892

(1) Les avances remboursables correspondent à des aides au financement des programmes de R&D remboursables les 31 mars 2014 (€ 0,5 million) et 2015 (€ 0,4 million).

11.3 Emprunt bancaire à moyen terme

En 2007, la société avait contracté un emprunt bancaire à moyen terme de € 48 millions, auprès de Société Générale et Natixis, pour le financement de l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007 au prix de € 6,75 par action.

Le solde de l'emprunt, soit € 5,4 millions au 31 décembre 2012, a été remboursé par anticipation le 31 mars 2013, à l'initiative de la société :

(en milliers d'euros)	30 septembre 2013	31 décembre 2012
Solde de l'emprunt à l'ouverture	5 360	15 920
Remboursements contractuels	0	(560)
Remboursements par anticipation (à l'initiative de la société)	(5 360)	(10 000)
Solde de l'emprunt à la clôture	0	5 360

12. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2012.

Au cours des neuf premiers mois de 2013, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro était de \$ 1,32 / € 1.

Instruments financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 30 septembre 2013 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain, dollar canadien, yen japonais, livre anglaise) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 3,0 millions, destinés à couvrir des positions existantes.

A la date du présent rapport, la société n'a pas couvert son exposition au dollar américain sur ses flux futurs.

13. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises

La société a établi ses scénarios 2013 sur la base des parités au 1^{er} février des devises dans lesquelles le Groupe réalise son chiffre d'affaires, notamment \$ 1,35 / € 1. A la date du présent rapport, la parité est de \$ 1,38 / € 1.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisées en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une appréciation de l'euro de 1 % par rapport au dollar sur la durée de l'exercice se traduit par une diminution mécanique du chiffre d'affaires annuel 2013 d'environ € 0,8 million et du résultat opérationnel de € 0,4 million. A l'inverse, une baisse de l'euro de 1 % se traduit par une augmentation du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

En complément des fluctuations par rapport au dollar et aux devises qui lui sont fortement corrélées, l'euro enregistre des variations de sa parité avec les autres devises, mais ces variations sont le plus souvent hétérogènes, dans leur sens (à la hausse ou à la baisse) comme dans leur ampleur. Les politiques monétaires de la plupart des grands pays pourraient toutefois conduire à une appréciation plus globale de l'euro par rapport à de très nombreuses devises. L'évolution et la grande volatilité des parités de change depuis le début de l'année 2013 en a été l'illustration.

Ainsi, sur une base annuelle, l'hypothèse théorique d'une appréciation de l'euro de 1 % par rapport à l'ensemble des autres devises dans lesquelles la société réalise son chiffre d'affaires, sur la durée de l'exercice, conduit à une diminution mécanique complémentaire du chiffre d'affaires de € 0,2 million et du résultat opérationnel de € 0,1 million. A l'inverse, une baisse de l'euro de 1 % conduit à une augmentation complémentaire du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.